

LA SOBRIÉTÉ GAGNANTE

Benjamin Brice

Pouvoir d'achat,
écologie, déficits :
Comment sortir
de l'impasse ?

Benjamin Brice

La sobriété gagnante

Pouvoir d'achat, écologie, déficits : comment sortir de l'impasse ?

© Benjamin Brice, 2022

ISBN numérique : 979-10-405-0848-9

Librinova”

www.librinova.com

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l’auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

*Pour Julie,
un livre qui, j'espère, t'aurait plu.*

Avant-propos

Le mécontentement politique est aujourd'hui particulièrement profond en France. Une très large part de la population est insatisfaite de nos orientations sociales et économiques, sans qu'émerge pour autant une alternative politique susceptible de rassembler une solide majorité.

Au 2^e tour des élections présidentielles de 2022, un bon tiers des inscrits a voté par adhésion à des idées (dont les 3/5 pour Emmanuel Macron), un petit tiers pour faire barrage à l'un ou l'autre candidat et un dernier tiers a voté blanc, nul ou s'est abstenu¹. Cette situation est préoccupante, et il importe évidemment de comprendre ce qui ne va pas.

Cependant, au-delà de la critique, que faire à la place de nos gouvernants ?

Cette question, empruntée à Raymond Aron², m'est restée à l'esprit pendant toute la rédaction de cet ouvrage. Au-delà de l'analyse de notre conjoncture, j'ai donc voulu déterminer ce que nous pourrions faire – ici et maintenant – pour améliorer véritablement les choses, ce qui oblige à entrer dans le détail, à tenir compte des rapports de force et à s'accommoder des nombreuses contraintes qui pèsent sur l'action.

Le mot « sobriété » suscite encore de l'inquiétude, surtout chez les dirigeants actuels ; en faire une voie crédible de redressement pour la France n'a ainsi rien d'évident. C'est pourquoi j'ai voulu que ce texte couvre les principales dimensions de nos problèmes politiques (divisions sociales, pouvoir d'achat, écologie, chômage, désindustrialisation, dépenses publiques, impôts), en essayant, autant que possible, d'appuyer tous les points par des données fiables. Telle est la seule excuse qui justifie la longueur de ce livre.

Nous vivons clairement au-dessus de nos moyens, aussi bien sur le plan écologique que sur le plan économique. En parallèle, nous manquons d'argent pour financer les services publics et pour investir dans l'avenir. Quant au pouvoir d'achat, il est devenu à juste titre une préoccupation majeure pour les Français.

Si l'on prend un peu de recul, il est assez évident que nos choix économiques

et sociaux actuels – ceux qui ont été reconduits avec la réélection d’Emmanuel Macron – mènent dans une impasse.

Pourquoi ? Parce que nos gouvernants n’ont d’yeux que pour la compétitivité, alors que c’est un véritable effort collectif de sobriété que notre pays devrait entreprendre. Pouvoir d’achat, écologie et déficits, tout cela est en rapport direct avec le niveau excessif de notre consommation.

Hélas, ce thème n’a pas réussi à s’imposer au cours de la campagne présidentielle ; elle s’achève donc, à mon sens, sur un goût amer.

La sobriété ne fut pas mon point de départ, mais elle constitue mon point d’arrivée. C’est en cherchant une alternative que j’en suis venu à la conclusion que la sobriété représentait un enjeu incontournable pour la France. Sans une telle perspective, nos discours autour de la résilience du pays, de la relocalisation d’activités industrielles ou de la lutte contre les inégalités risquent de rester encore longtemps lettre morte.

Malgré le rendez-vous manqué de la présidentielle, le thème de la sobriété commence quand même à émerger dans l’espace public, avec la crise du covid-19, avec l’urgence écologique et avec notre dépendance aux combustibles fossiles russes.

Si les années passées à rédiger cet ouvrage permettaient d’accélérer le mouvement, en montrant qu’un effort collectif de sobriété nous serait aujourd’hui largement avantageux, je n’aurais finalement pas trop perdu mon temps.

3 juin 2022

N.B. J’ai essayé de mentionner au maximum mes sources dans le texte, mais la plupart des références ne sont pas détaillées, pour ne pas surcharger la lecture. Je mettrai donc en ligne, sur mon site (www.benjaminbrice.fr), un document annexe avec l’ensemble des liens, l’origine des épigraphes et les erreurs que ne manqueront pas de repérer les lecteurs.

Introduction.

L'erreur de jugement de nos dirigeants

La vanité française consiste à se reprocher toutes les fautes, sauf la faute décisive : la paresse de pensée.

Raymond Aron

Les erreurs de jugement ont souvent coûté cher à la France.

Les dirigeants du Second Empire ne prirent pas assez la mesure de la menace prussienne ; en 1870, les troupes françaises se battaient à un contre deux, appuyées par une artillerie inférieure à celle de l'adversaire ; quant aux chefs, les routines administratives avaient rétréci leurs vues et amorti leurs audaces ; deux semaines seulement après avoir déclaré la guerre, Napoléon III capitulait à Sedan.

En 1914, la meilleure préparation de l'armée allemande et sa supériorité technique permit au Reich de s'emparer, au début du conflit, de la portion la plus industrialisée du territoire français ; il fallut la désobéissance du général von Kluck et la persévérance du général Joffre pour que Paris ne tombe pas dès le mois de septembre ; quatre années de massacres seront nécessaires pour récupérer ce qui avait été perdu.

Dans les années 1920 et 1930, les officiers français, marqués par le souvenir de la Grande Guerre, s'étaient préparés à défendre un front continu ; las ! en 1940 les Allemands, tirant parti des possibilités offertes par les nouveaux armements, leur imposèrent un tout autre tempo ; au mois de mai, une semaine après avoir franchi la Meuse, sept divisions blindées atteignaient la Manche et prenaient au piège des centaines de milliers de soldats autour de Dunkerque ; un mois plus tard, le gouvernement provisoire signait l'armistice.

Il n'y avait pourtant pas de fatalité.

Les combattants français ne manquaient pas de valeur. Si la corruption morale du pays et l'esprit de jouissance furent mis au banc des accusés, ce n'est pourtant pas à eux que l'on peut imputer nos erreurs. En réalité, comme l'ont souligné des auteurs tels qu'Ernest Renan, Marc Bloch et Charles de Gaulle, notre faiblesse

était d'abord une faiblesse d'ordre *intellectuel* : nos idées gardaient chaque fois une guerre de retard !

* *

Il est heureux que notre pays ne vive plus autant qu'autrefois dans la crainte d'une invasion armée ; à brève échéance, notre sort ne paraît pas devoir se décider sur une percée hardie ou sur une ultime résistance.

Néanmoins, la France continue de jouer très gros. Si nous prenons les mauvaises décisions politiques dans la période à venir, le pays pourrait tout à fait connaître le déclassement, l'instabilité politique, voire les luttes fratricides.

Une fois de plus, nous sommes à une heure de grands périls et de grands choix. Aussi importe-t-il beaucoup de ne pas nous tromper dans le diagnostic et les remèdes.

Hélas ! il me semble que, cette fois encore, nos dirigeants sont dans l'erreur, car leurs idées marquent un temps de retard sur le cours des choses.

Comprenons-nous bien. Je ne crois pas que les gouvernants français manquent de bonne volonté ou de capacités intellectuelles ; ils ont probablement assez d'expertise et assez de morale pour accomplir leur tâche. Cependant, comme le révèle l'amoncellement des difficultés, tout cela ne saurait suppléer à l'obsolescence de leur *jugement* sur notre situation.

Pour le dire d'un mot : nos dirigeants attendent des miracles de politiques de compétitivité qui ne sont plus en phase avec les défis que nous avons à relever.

Le tournant manqué de la compétitivité

[...] l'unanimité est presque toujours un signe de servitude.

Germaine de Staël

Après la Seconde Guerre mondiale, le profond renouvellement des idées et des élites a permis un redressement impressionnant du pays, en l'espace de seulement quelques décennies.

Malgré le souvenir de l'effondrement de 1940, malgré la honte de la collaboration, malgré les violences de la décolonisation, malgré les dangers de la guerre froide, le pays a modernisé son agriculture, a développé son industrie, a conquis la maîtrise des technologies de pointe, a institué un gouvernement stable et énergique et a maintenu une certaine cohésion entre les différentes classes sociales. Bref, en France, les Trente Glorieuses ont assez bien mérité leur nom.

Mais, autant la France a réussi son après-guerre, autant elle a plutôt raté les décennies suivantes, au tournant des années 1970-1980.

Notre taux d'endettement a été multiplié par six en quarante ans, les déficits commerciaux s'accumulent depuis une vingtaine d'années, nos industries ont été largement délocalisées, nous n'avons pas réussi à nous imposer dans les nouvelles technologies, le chômage de masse s'est installé durablement, la précarité a augmenté et les politiques de restriction budgétaire ont accéléré la dégradation de nos services publics et le déclassement du pays.

Bien sûr, il faut le souligner, grâce à la mondialisation, notre abondance matérielle est plus grande qu'il y a quatre ou cinq décennies. Toutefois, il reste que les Français n'ont pas du tout l'impression de vivre mieux qu'avant. Ainsi, une étude de l'INSEE montrait qu'en 2019 (soit avant la nouvelle crise) le sentiment de contrainte sur le budget avait beaucoup augmenté pour les ménages populaires par rapport à 1979 !

Dans un tel contexte, il n'y a rien d'étonnant à ce que les divisions se creusent, qu'elles soient sociales, territoriales ou identitaires ; même nos institutions politiques sont regardées avec de plus en plus de suspicion. S'est-on déjà trouvé si mal après tant d'années de paix ?

* *

Comment expliquer cet échec ? Pour bon nombre de gouvernants, il faut revenir au tournant manqué de la compétitivité.

Les Trente Glorieuses ont pris fin parce qu'un nouveau contexte s'est cristallisé autour des années 1970 et 1980 : chocs pétroliers, déclin de l'URSS, rattrapage économique accompli, besoin d'innovation à la frontière technologique, émergence de l'Asie dans la mondialisation, etc.

Or, les dirigeants français n'ont pas su s'adapter aux nouvelles idées et aux

nouvelles actions qu'exigeait ce contexte inédit. Le cas emblématique – celui qui reste dans toutes les mémoires – est la politique menée au début du premier mandat présidentiel de François Mitterrand. Les réformes d'inspiration keynésienne conduites en 1981 n'étaient plus du tout en phase avec le niveau d'ouverture internationale de la France de l'époque ; elles débouchèrent alors sur la hausse du déficit public, du déficit commercial (avec un déficit industriel record de plus de 4 % du PIB en 1982) et du chômage.

Est-ce que cet échec était inéluctable ? Pas forcément³. Mais à partir du moment où les gouvernants firent le choix de l'adaptation à la mondialisation et de l'intégration européenne⁴, la compétitivité de l'économie française devint nécessairement un impératif majeur⁵. « On ne peut pas jouer l'économie ouverte avec les règles de l'économie fermée⁶ ».

Ici, le clivage entre la gauche et la droite a peu à peu perdu sa consistance. Certes, le Parti socialiste n'a jamais assumé publiquement le « tournant de la rigueur » de 1982-1983, certes, ses cadres ont longtemps continué à employer une rhétorique de rupture, avec une tonalité très antilibérale, mais, dans les faits, le parti s'est rallié progressivement à l'impératif de compétitivité. En 1986, François Hollande écrivait déjà dans un article : « La contrainte extérieure décide de tout [...] ». François Mitterrand confiait en 1988 à Alain Duhamel : « [...] j'ai appris que la réalité résistait à la volonté politique⁷ ».

D'ailleurs, si l'immense majorité des responsables politiques de droite et de gauche se sont ralliés à la construction d'une Union européenne d'inspiration libérale, malgré la réticence de plus en plus visible des classes populaires, c'est notamment parce que cette Europe permettait de faire entrer une France un peu trop frileuse dans le grand bain de la concurrence internationale. « La plupart des disciplines que la France s'est donnée et a été obligée d'accepter sont venues de la contrainte européenne » (Pascal Lamy) ; « La monnaie unique, c'est le point ultime qui permet d'encadrer la France dans un système l'obligeant à se réformer de l'intérieur » (Alain Minc)⁸.

Aujourd'hui encore, beaucoup de dirigeants politiques, de hauts fonctionnaires, de cadres d'entreprise, d'éditorialistes, d'économistes et d'experts vivent dans le souvenir de ce tournant manqué de la compétitivité, un tournant que d'autres pays ont apparemment mieux su négocier que nous.

Les Britanniques et les Américains ont entrepris, dès les années 1980, de